

Séance ordinaire du
jeudi 22 juin 2017

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix sept et le vingt-deux juin, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Affaires économiques,
Commerce et Artisanat**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Robert COTTE ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Maud BODKIN, Djamel BOUMAAZ, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Convention d'occupation du domaine public - Station service avenue Pierre Mendès-France - Désignation de l'occupant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le groupe Total est titulaire d'une convention d'occupation du domaine public concernant la station-service située sur le domaine public communal avenue Pierre Mendès-France.

Celle-ci est arrivée à échéance.

Après négociations, il est proposé de reconduire l'exploitation du lieu au groupe Total pour une durée de 12 ans.

Une redevance annuelle sera perçue : une part fixe de 60 000 € HT (indexée de 3 % par an) et un intéressement au chiffre d'affaires généré par les activités annexes de la station à savoir boutique et lavage (4 % du CA HT).

Une indemnité d'occupation de 120 000 € HT sera en outre perçue au titre des exercices 2015 et 2016 où se sont déroulées les négociations avec le groupe Total.

Le groupe Total souhaite développer sur site une station Total Access avec un programme important de rénovation et de modernisation de la station : rafraîchissement des enseignes et de la boutique, augmentation du nombre d'appareils distributeurs (distribution 24h/24), mise en place de nouvelles cuves (passant de 120 m3 à 180 m3 la capacité de stockage), pose de panneaux photovoltaïques et de bornes électriques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider l'attribution de la convention d'occupation de la station-service avenue Pierre Mendès-France au groupe Total,
- D'approuver le projet de convention ci-joint,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document utile cet affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juin 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170622-6528-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 29/06/17
Réception en Préfecture : 29/06/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.